

LES SPORTS C1



Les Nordiques entreprennent leur voyage du bon pied

La tension monte entre le directeur-gérant Jacques Grégoire et son entraîneur Gaétan Pélissier



Gaétan Pélissier, entraîneur des Cantonniers

Chez nous

Magog

Les parents approuvent le maintien de vocation des écoles St-Patrice et Brassard

East Angus

Chicane autour du processus d'embauche d'un directeur général

Valcourt

Les organisateurs du Grand Prix souhaitent que la température demeure au beau fixe

CAHIER B

A WINDSOR A2

Idée inusitée: une industrie du souhait voit le jour à Windsor



MARIAGE A3

Après huit ans de déclin, une hausse se dessine pour 1995

MÉTÉO A2

(46e jour de l'année)
 Nuageux avec éclaircies, 40 % probab. averses de neige, max. -9
 Lever du soleil: 6h50
 Coucher du soleil: 17h14
 Demain: ennuagement le matin, 10 à 15 cm de neige débutant en après-midi, max. -3

La Montérégie tire la couverture

□ Un bras de fer s'engage pour le choix du siège social de la future société Innovatech Sud du Québec

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

Les dés sont loin d'être jetés quant au choix du siège social de la future société Innovatech Sud du Québec dont sera dotée la région de l'Estrie. Si Sherbrooke paraît favorite, la Montérégie lorgne avec envie la direction de l'organisme qui aura pour mandat de financer des projets impliquant des technologies nouvelles.

Selon les informations obtenues par La Tribune, la Montérégie déploie actuellement tout son poids politique afin de rapatrier chez elle la direction de la société Innovatech Sud du Québec qui sera pourvue d'un budget de 40 millions \$.

Délégué régional de l'Estrie, Claude Boucher reconnaît que la Montérégie joue actuellement des coudes et a fait des représentations auprès du ministre responsable des sociétés Innovatech, Daniel Paillé, afin de mettre la patte sur le siège social d'Innovatech Sud du Québec.

«Il est hors de question que la Montérégie nous vole notre projet, indique Claude Boucher. Il n'en est pas question. L'idée, les promoteurs, le lien avec l'Université de Sherbrooke, c'est un projet original de Sherbrooke.»

Non seulement le délégué régional de l'Estrie accepte-t-il la main tendue de la députée de Saint-François, Monique Gagnon-Tremblay, mais il l'enjoint de convaincre son homologue de Brome-Missisquoi, Pierre Paradis, de favoriser l'établissement de la future société Innovatech Sud du Québec à Sherbrooke.

Malgré les pressions exercées par la Montérégie, Claude Boucher demeure convaincu qu'il n'y a pas urgence à brandir les pancartes et à lancer une vaste mobilisation régionale semblable à celle qui a soutenu le projet de la Domtar à Windsor.

Il a expliqué que les pressions de la Montérégie proviennent de la Société montréalaise de développement, l'équivalent du Conseil régional de développement de l'Estrie (CRD). Cette société est co-présidée par son homonyme, François Beaulieu, délégué régional.

Conscient de représenter 17 % de la population du Québec comparativement à seulement 4 % pour l'Estrie, la Montérégie met tout son poids démographique dans la balance. Le poids politique semble aussi jouer dans la balance puisque la Montérégie compte 15 députés et 3 ministres comparativement à six simples députés pour l'Estrie.

Séparation difficile

De l'avis de Claude Boucher, la société Innovatech de Montréal qui regroupe aujourd'hui la Montérégie en profitant d'un budget de 350 millions \$, n'est pas prête à se départir d'une partie de la Montérégie, soit les MRC de Brome-Missisquoi, Haute-Yamaska et Acton.

«Il n'y a pas péril en la demeure, mais il faut être vigilant», de prévenir Claude Boucher.

A ce jour, le délégué régional a dressé une liste de 15 à 20 personnes qui pourraient faire partie du conseil d'administration de la future société. Ce conseil devrait compter neuf membres.

À la reprise de la session parlementaire, le projet de loi devant créer la société sera d'abord déposé en première lecture et devrait être examiné par la suite en commission parlementaire. Claude Boucher



Les paiements de transfert seront réduits dès 1996-97

Le gouvernement libéral ne réduira pas les paiements de transfert dans son prochain budget, mais les provinces doivent s'attendre à des réductions à ce chapitre à compter de 1996-97. Tous les paiements de transfert seront alors regroupés en un paiement unique, a expliqué le ministre Paul Martin. UN TEXTE EN B8.

n'était pas en mesure hier de confirmer si l'endroit du siège social était expressément précisé dans le projet de loi.

Interrogé sur le sujet, le direc-

teur général du CRD, Robert Dion, estime que le projet est très important pour l'Estrie. Il ne s'inquiète pas outre mesure des intentions de la Montérégie de s'approprier le

projet de l'Estrie.

Condition sine qua non à son regroupement avec Innovatech Sud du Québec, la Montérégie devra d'abord quitter la société Innova-

tech de Montréal. Retirer ses jetons avec 80 millions \$ en poche, est loin d'être chose faite pour la Montérégie, selon Robert Dion.

LES GRANDS FRÈRES CESSENT LEURS ACTIVITÉS

«Nous n'avons plus d'argent»

La directrice se retrouve au chômage

Pierre SAINT-JACQUES Sherbrooke

Des contraintes financières obligent le conseil d'administration de l'Association des Grands Frères et des Grandes Soeurs de Sherbrooke à mettre un terme aux activités de l'organisme pour un temps indéterminé.

La directrice, Mme Louise Caron, se retrouve au chômage, de façon temporaire espère-t-on. Les administrateurs n'ont pas un sou à lui donner demain, jour de paye.

La sonnerie d'alarme a donc été déclenchée pour que ce cri atteigne un organisme humanitaire ou encore des entreprises ou des donateurs afin que l'organisme reprenne ses activités le plus tôt possible.

«Cette décision a été prise hier soir (lundi) lors de la réunion du conseil d'administration. C'était la seule solution. Nous n'avons plus d'argent. Les coffres sont vides. C'est absolument effrayant d'en arriver à ça alors que des dossiers sont en attente et qu'il y a beaucoup de travail à faire. En presque 15 ans d'existence, c'est la première fois que nous nous trouvons dans une impasse» a commenté M. Pierre Lafleur, le président du conseil d'administration.

La demande est là

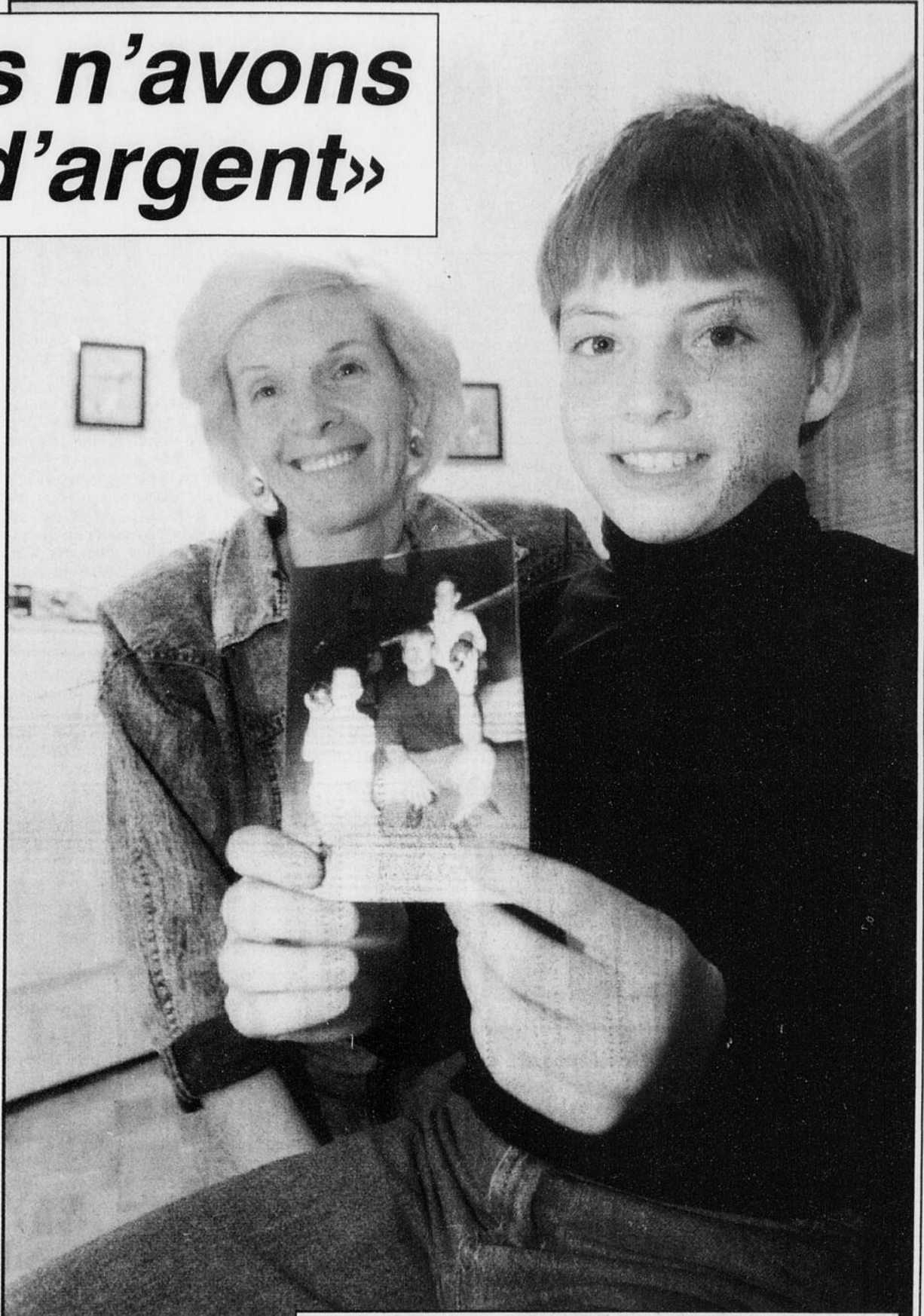
Il a ajouté que si la demande, le besoin n'était pas là, on mettrait la clé dans la porte. On s'effacerait sans bruit, sans esclandre.

Tel n'est pas le cas. «Nous avons toujours su étirer les fins de mois, au fil des ans. Avec un budget oscillant autour des 20 000 \$ par année, on doit comprendre qu'il n'y a rien d'extravagant dans notre façon d'administrer. Nous avons toujours reçu un soutien financier important du Club Progrès mais pour le moment, il ne peut nous aider. C'est temporaire, nous l'espérons.»

L'Association des Grands Frères et des Grandes Soeurs de Sherbrooke lance donc un appel à l'aide, un grand cri Au Secours, pour renflouer les coffres et permettre à travers un Grand Frère ou une Grande Soeur à un enfant de famille monoparentale de trouver un modèle d'identification adulte.

Mme Caron a précisé qu'au fil des ans, Les Grands Frères et Grandes Soeurs ont assuré 120 jumelages et que présentement, on compte 19 jumelages en cours et des tas de dossiers à étudier.

«Nous avons reçu beaucoup de demandes et de candidatures ces dernières semaines. Nous craignons qu'une cessation d'activités, même de façon temporaire, érode leur motivation ou encore décourage les nouveaux candidats. Nous avons des entrevues à faire et beaucoup de travail à accomplir.



Téléphoto, Claude Croisetière
 Philippe, âgé de 11 ans: un Grand Frère, c'est un gros morceau de vie. Il en fournit pour preuve une photo de l'une de ses activités avec son Grand Frère prénommé Jacques.

Philippe, 11 ans, crie à l'aide

Sherbrooke(psj)

«Les Petits Frères ont besoin de Grands Frères comme les Petites Soeurs ont besoin de Grandes Soeurs. Alors ceux qui n'en ont pas besoin, qu'ils donnent des sous à l'association pour qu'elle continue ses activités.»

Philippe, âgé de 11 ans, sait malgré son jeune âge de quoi il parle. Depuis deux ans et demi, un Grand Frère prénommé Jacques est entré dans sa vie qui en a été littéralement transformée.

«Sa présence m'apporte beaucoup d'amour et plein d'affaires» a-t-il lancé dans le langage direct et imagé des enfants.

Le plein d'affaires, ce sont les confidences, les petits problèmes, les tracasseries qui l'assaillent et qu'il préfère confier au Grand Frère plutôt qu'à la maman.

Le plein d'affaires, c'est d'avoir escaladé à deux reprises le mont Orford et à une reprise le mont Jay Peak, c'est d'avoir joué aux quilles, d'avoir participé à des repas dans la famille de Jacques, d'avoir bouffé au restaurant...

Car dans le fond, un Grand Frère, c'est plus qu'un chum, c'est un gros morceau de vie!

Autre texte (A3)

Un «dollar-sédution» à 1,35 \$

□ Magog-Orford lance une offensive pour offrir un taux de change avantageux aux Américains

Gilles DALLAIRE Magog

À l'approche de la semaine de relâche hivernale des étudiants américains, quatre associations de gens d'affaires de la station touristique Magog-Orford invitent les établissements commerciaux de la station touristique à donner un taux de change avantageux aux touristes venant des États-Unis.

Pour faire passer leur message,

la Corporation touristique Magog-Orford, l'Association des hôteliers Magog-Orford, la Chambre de commerce et d'industrie Magog-Orford et la Société d'initiatives et de développement des artères commerciales de Magog ont distribué dans les établissements commerciaux qui reçoivent des touristes des indicateurs de taux de change que les propriétaires sont invités à placer à la vue et où ils peuvent afficher le taux de change qu'ils jugent équitable.

«Même si nous laissons toute li-

berté au propriétaire d'un établissement commercial, nous croyons que la prime devrait être assez proche de celle qui est payée par les institutions financières», a souligné hier le président de la Corporation touristique Magog-Orford, Me François Fiset, lors d'une rencontre avec les médias.

Il a révélé qu'à intervalles réguliers les quatre associations instigatrices de cette campagne de sensibilisation suggéreront un taux de change à leurs membres et que le

taux actuellement recommandé est de 35 pour cent.

«Notre but est d'attirer un plus grand nombre de touristes américains dans la station touristique Magog-Orford, nous ne nous en cachons pas. Nous croyons cependant que, pour que ce but soit atteint, les propriétaires des établissements commerciaux soient sensibilisés à la nécessité de verser une prime intéressante aux visiteurs qui règlent leurs achats en dollars américains», a expliqué Me Fiset.

Votre soirée de télé

Vous voulez préparer votre soirée de télévision? La Tribune vous offre en un coup d'oeil le tableau des émissions et vous en suggère quelques-unes.

Voir en page D7

EMPLOIS DU JOUR

Agent(e) développement culturel
Code prof: 4163 # 2929616
Lieu: Sherbrooke
Salaire: 425 \$/semaine, temporaire, 24 semaines, 35 heures/semaine débutant le 20 février
Exigences: art. 25 être prestataire assurance-chômage, DEC ou BAC en récréologie, service social, génagogie ou connexe, expérience organisation, responsable, leadership, capable animer groupes conn. milieu culturel
Fonctions: coordonner programmation, développer liens avec les organismes du milieu, support aux comités organisateurs, clientèle 12-18 ans.

Coor. serv. instal. et réparation
Code prof: 7212 # 2940873
Lieu: Sherbrooke
Salaire: à discuter selon expérience, permanent plein temps 40 heures/semaine jour
Exigences: bon sens de l'organisation, expérience dans domaine technique et habilités à gérer une équipe de travail, bilingue, familier avec l'utilisation de l'informatique

Veillez vous présenter à votre Centre d'emploi du Canada afin de consulter les offres dans les guichets informatisés d'emploi ou téléphoner à Info-Centre: 564-5970, 564-5983 (option 3). Une initiative de La Tribune en collaboration avec le Centre d'emploi.

Dans l'affaire du menuisier agressé

Il plaide coupable de coups et blessures

Jacques LEMOINE Sherbrooke

Près de quatre ans après avoir été acquitté d'une tentative de meurtre, Richard Olivier vient de reconnaître sa culpabilité pour coups et blessures à l'égard du menuisier Jean-Roch Lacasse.

On se rappellera que M. Lacasse avait été atteint de plusieurs coups de couteau en se rendant au domicile du prévenu dans la rue Hall pour discuter de travaux de réfection d'une galerie, le 29 octobre 1990, à

Sherbrooke.

Le plaidoyer d'Olivier intervient à la suite d'une décision de la Cour d'appel du Québec ayant ordonné la tenue d'un nouveau procès sur une inculpation de voies de fait causant des lésions significatives à M. Lacasse.

L'accusé maintenant âgé de 48 ans était resté écroué depuis cette infraction jusqu'à son acquittement le 22 février 91.

En 91, le criminaliste Michel Dussault avait plaidé que son client a connu un moment de désordre

consécutif à un mélange désastreux de bière et de médicaments.

L'inculpé avait témoigné avoir été victime d'un trou de mémoire ne lui laissant même pas de souvenir de la visite de M. Lacasse.

Le ministère public en avait appelé du verdict et les juges Gerald McCarthy, Morris Fish et Thérèse Rousseau-Houle ont rendu le verdict que l'on connaît.

Le procureur-chef Michel Pinard a donc déposé un nouvel acte d'accusation contre le prévenu avant la tenue de son nouveau procès.

Olivier a plaidé coupable à ce chef devant le juge Pierre-C. Fournier de la Cour supérieure, à Sherbrooke.

Me Dussault a soumis que des travaux communautaires constitueraient une condamnation adéquate pour son client.

Il a souligné que Olivier avait passé près de quatre mois en détention préventive, n'a pas plus de problème de médicaments et de boisson et est retourné aux études à Montréal.

Le juge Fournier a commandé un

rapport d'admissibilité du prévenu à des travaux.

Me Dussault a rappelé que la Cour d'appel avait décidé dans une autre affaire que la défense d'intoxication ne s'applique pas pour un crime requérant une intention générale.

Mais après le verdict dans Olivier, la Cour suprême a dit que cette défense s'applique mais que l'accusé en avait le fardeau.

Le prévenu aurait dû surmonter ce fardeau lors d'un nouveau procès et il a admis sa culpabilité à une nouvelle accusation réduite.

Une manufacture de souhaits voit le jour à Windsor

Des voeux personnalisés et chantés

Kathy NOËL Windsor

Souhaits de Saint-Valentin ou d'anniversaire, souhaits romantiques ou comiques, sur des airs de pop rock ou de new country; une véritable manufacture de souhaits personnalisés a vu le jour à Windsor. Les souhaits se transmettent désormais en chantant et le phénomène est grand.

Depuis quelques mois, un stand plutôt coloré situé dans le mail du Carrefour de l'Estrie à Sherbrooke n'est pas sans soulever nombre d'interrogations. Intrigués, les gens s'approchent pour y découvrir non pas une panoplie de cartes de souhaits, mais bien une gamme d'enregistrements audio de souhaits personnalisés pour toutes les occasions. Il s'appelle Untel, elle s'appelle Unetelle, voilà une chanson personnalisée pour lui ou pour elle!

Les artisans de ce nouvel engagement ne se cachent pas «in Taiwan» mais bien à Windsor. Et à l'intérieur

des Studios Fantasia, où l'on enregistre les souhaits, l'atmosphère est fébrile; une véritable fourmilière...

«Nous sommes le premier studio d'enregistrement à être accrédité comme entreprise manufacturière auprès du Bureau des statistiques du Québec!» indique son directeur général, René Noël.

Dans le studio, une jeune chanteuse enregistre une chanson bien loin du traditionnel *Bonne fête* ou *Mon cher... c'est à tour*, il s'agit d'une chanson d'anniversaire originale destinée cette fois à tous les Éric de la terre. Et dans ce cas, ils sont nombreux! Alors l'enregistrement sera reproduit plusieurs fois, étiqueté, emballé, distribué et... Bonne fête Éric!

Si elle a élargi son champ d'action avec ce nouveau concept, l'entreprise n'en est pas à ses premières armes dans le domaine des communications et de l'information audio. Boîtes vocales, messages pré-enregistrés et promotionnels faits sur mesure pour différentes organisations comme Domtar ou le Mouve-



René Noël est devenu un marchand de souhaits très en vogue et pour satisfaire à la demande, son entreprise s'est transformée en une véritable manufacture!

ment Desjardins, voilà quel était l'apanage de ces innovateurs.

Si ça plaît aux entreprises, pourquoi ça ne plairait pas au public? Et voilà, les Studios Fantasia et les souhaits personnalisés voyaient le jour progressivement et selon ces nouveaux marchands de magie, ce n'est qu'un début...

Le phénomène est considérable; des milliers de cassettes produites, quatre points de vente au Québec et

plus d'une centaine d'exemplaires vendus par jour, selon René Noël. Ce nouveau créneau développé par l'entreprise, qui comptait déjà 6 ou 7 employés, lui a également permis de créer 16 emplois supplémentaires.

D'ici quatre mois, les souhaits devraient être accessibles dans une dizaine d'autres points de vente et les gens pourront faire des demandes spécifiques à l'aide de catalogues. D'autres styles musicaux et d'autres

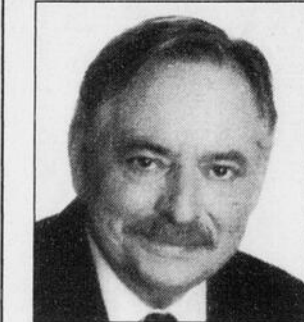
thèmes viendront enrichir peu à peu la collection déjà impressionnante. Dès l'an prochain, les Studios Fantasia songent même à se lancer à l'assaut du marché américain.

«Nous sommes dans une période où le soi a beaucoup d'importance. Juste le fait de recevoir une carte de souhait avec son nom, ça touche, alors imaginez quand vous y ajoutez un fond musical. D'une façon simple, c'est un moyen d'exprimer des émotions», explique René Noël.

Tragédie au canton de Valcourt

Fille de 16 ans tuée dans un accident

INVITATION



M. Jacques Parizeau
Premier ministre du Québec



Mme Marie Malavoy
Députée de Sherbrooke



Mme Louise Harel
Ministre d'État à la concertation et Ministre de l'Emploi

Venez assister au coup d'envoi de l'année référendaire dans Sherbrooke

Vendredi le 17 février 1995 à 20 heures

Théâtre Granada
53, rue Wellington nord
Sherbrooke

Pour information :
823-5045 ou 823-0178

Parti Québécois

Albert BÉRUBÉ Valcourt

Une fille de 16 ans, Lyne Labonville, a connu une fin tragique sous les yeux horrifiés de sa sœur, hier soir, peu après 18 h, lorsqu'elle a été happée par une automobile qui circulait dans le Che-

RÉSULTATS				
Tirage du 95-02-14				
3	4	5	7	11
17	23	25	27	33
38	42	46	49	51
54	55	56	59	68

Prochain tirage: 95-02-15
T V A, le réseau des tirages
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LaTribune

1950, rue Ray, Sherbrooke, Qué.,
Tél.: 564-5450, 11K 2X8

Téléphones:
Petites annonces: 564-0999
Publicité: 564-5450
Réduction: 564-5454
Abonnements: 564-5466

Journal quotidien publié à Sherbrooke par Les Journaux Trans-Canada (1982) Inc. (division La Tribune)

Livraison à domicile:
— Camélot et camélot motorisés
Prix de vente suggéré incluant T.P.S. payée par le camélot: \$3.43
— Camélot: \$2.22
Coût à l'abonné: \$3.65

ENVOI DE PUBLICATION:
Enregistrement No 0529168

min de la Montagne, au canton de Valcourt.

Le décès a été constaté au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) où la victime avait été transportée.

Lyne Labonville marchait en compagnie de sa sœur, près du Chemin Monty, à environ 400 mètres de leur domicile, lorsqu'une automobile en manœuvre de dépassement l'a heurtée de dos; l'adolescente a été projetée dans le fossé sous la violence de l'impact.

Les deux filles marchaient comme il se doit de leur côté gauche du chemin, et elles n'ont pas du tout eu le temps de prévenir l'accident, a précisé la Sûreté du Québec, laquelle a reçu l'appel d'intervention à 18 h 14.

LA QUOTIDIENNE

272-0896

Abonnement par la poste au Canada, sauf endroits desservis par camélot et camélot motorisés.

TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$255.00, TPS \$17.85, TVA \$17.74 = \$290.59
6 mois \$140.00, TPS \$ 9.80, TVA \$ 9.74 = \$159.54
3 mois \$ 80.00, TPS \$ 5.60, TVA \$ 5.56 = \$ 91.16
1 mois \$ 50.00, TPS \$ 3.50, TVA \$ 3.48 = \$ 56.98

HORS DE NOTRE TERRITOIRE IMMÉDIAT:
1 an \$310.00, TPS \$21.70, TVA \$21.56 = \$353.26
6 mois \$185.00, TPS \$12.95, TVA \$12.87 = \$210.82
3 mois \$110.00, TPS \$ 7.70, TVA \$ 7.65 = \$125.35
1 mois \$ 55.00, TPS \$ 3.85, TVA \$ 3.83 = \$ 62.68

AUX ÉTATS-UNIS ET AUTRES PAYS
1 an \$700.00, 6 MOIS \$410.00, 3 MOIS \$265.00, 1 MOIS \$130.00

"La Tribune" est sociaire de la Presse canadienne, de l'Association des quotidiens de langue française, membre de l'Association des quotidiens du Canada, affiliée à l'Audit Bureau of Circulation ABC et à l'Union internationale de la presse catholique. Sources d'informations: Presse canadienne, Presse associée, Reuter, Agence France-Presse. Le service de photos fax-similaires de la Presse canadienne et les agences affiliées sont autorisées à reproduire les informations de La Tribune.

Dîner-conférence

La Chambre de commerce de la région sherbrookoise, en collaboration avec la Commission scolaire catholique de Sherbrooke, reçoit :

M. Robert Guy Scully

Sujet : **Lancement du projet «Célébration du patrimoine»**

Sherbrooke est la première ville québécoise à tenir une «Célébration du patrimoine».

Le lundi 20 février 1995, 12 h.
Hôtel Delta Sherbrooke

Coût de participation : 30 \$ (taxes et service compris)

Vous avez jusqu'au vendredi 17 février pour vous inscrire en communiquant avec la Chambre de commerce au 822-6151 ou par télécopie au 822-6156.

La Chambre de commerce de la région sherbrookoise En collaboration avec **Bell**

Prévisions à long terme pour Sherbrooke

Source: Environnement Canada

Aujourd'hui	Cette nuit	Jeu	Vendredi	Samedi
NEIGE	NEIGE	NEIGE	NEIGE	NEIGE
max -4	min -8	max -1	-17/-6	-18/-7

Dans le Sud

Aujourd'hui

Min.	Max.	Miami Beach	19	28	
Acapulco	24	34	Myrtle Beach	2	9
Barbade	26	29	Nassau	24	29
Bermudes	15	21	Orlando	14	22
Daytona Bch	14	19	Palm Sprgs	16	18
Honolulu	21	26	San Juan	25	31
Kingston	24	31	Tampa	15	21
Los Angeles	15	15	Trinidad	26	31
Mexico	12	28	West P. Bch	17	27

INDEX

Agro-alimentaire:	C-8	Éditorial:	A-6
Arts:	B-5	Horoscope:	B-4
Bandes dessinées:	B-4	Messier en liberté:	B-4
Chez nous:	B-1	Petites annonces:	D-3
Décès:	D-7	Sports:	C-1
Économie:	D-1		

Actualité
en bref

Rencontre des chauffeurs d'autobus scolaire

Sherbrooke - Depuis quelques mois, un groupe de chauffeurs d'autobus de la région de la rive-sud de Montréal tente de regrouper tous les chauffeurs d'autobus scolaire du Québec au sein d'une même association provinciale. Dans ce sens, une séance d'information aura lieu le mardi 21 février à 19h30 à la salle des Chevaliers de Colomb, située au 2615 de la rue Hertel, à Sherbrooke. Aux fins de recrutement, on peut contacter l'Association des chauffeurs d'autobus du Québec au (514) 653-4734.

Mon oncle Léon sollicite

Sherbrooke - L'organisme d'aide aux démunis «Mon oncle Léon» est dans une période de sollicitation pour assurer la poursuite de son oeuvre.

Un camion pour aider aux livraisons importantes serait grandement apprécié, a fait savoir M. Léon Paquette, qui dirige l'oeuvre dont les locaux se trouvent au 157 de la rue Frontenac, à Sherbrooke.

L'organisme souligne qu'il est à la recherche d'un nouveau local, de 1500 pieds carrés environ, situé de préférence au centre-ville.

Evidemment, les dons en argent sont aussi les bienvenus. Toute personne qui est prête à y aller d'une aide quelconque n'a qu'à téléphoner au 562-2207.

3000 \$ d'outils

Sherbrooke - Au lever du jour, hier, on a constaté le vol de quelque 3100 \$ d'outils, commis sur un chantier de construction, rue O'Bready, dans le nord de Sherbrooke.

Les voleurs ont défoncé un mur pour s'approprier d'une scie mécanique, d'une scie à onglets, de deux scies circulaires, d'une perceuse, d'un sac à clous, d'un fusil à clous à air comprimé, d'un four à micro ondes, de deux rallonges électriques...

Une autre voiture

Sherbrooke - Comme s'il en fallait un par nuit, la nuit de lundi à hier n'a pas fait exception à la règle avec le vol d'une autre voiture.

Cette fois, le vol du véhicule a été commis dans une cour privée, rue Portland, dans le quartier nord de la ville.

Est disparue entre 23 h et 7 h 30, une Volks Passat 1991, à quatre portières estimée à environ 14 000 \$.

L'IDEE suit son chemin

Sherbrooke - L'organisme Initiation au développement entrepreneurial de l'Estrie (IDEE) affiche, après trois années d'activités, des résultats très intéressants. On rapporte que 98 personnes travaillent à leur compte, 165 se sont trouvés un emploi, 54 participants au programme de l'organisme sont retournés aux études et 166 poursuivent leurs démarches vers la création de leur emploi.

Les particularités de la clientèle, accueillie au fil de sa courte histoire, ont obligé IDÉE à tisser tout un réseau de contacts, de personnes ressources et de références pour accomplir sa mission d'aider les chômeurs à progresser dans leurs démarches de retour au travail.

Voleur récidiviste

Sherbrooke - Pierre Bégin, âgé de 35 ans, a été ramené devant le tribunal pour répondre de s'être approprié 575 \$ à l'occasion de deux cambriolages et d'un vol commis en l'espace de quatre jours dans l'ouest de la ville.

Défendu par Me Jean-Marc Bégnard, le prévenu reviendra devant le tribunal pour son enquête sur cautionnement à la suite de l'opposition de la procureure Suzanne Ricard à sa remise en liberté provisoire.

Bégin se trouvait sous le coup d'une probation d'une peine de huit mois imposée le 19 août dernier.

Selon une source policière, il est soupçonné de s'être emparé de 130 \$ dans un bureau et de 10 \$ dans le sac à main d'une résidente de la rue King Ouest chez laquelle il cherchait soignant des toilettes.

On lui reproche également le vol de 400 \$ et de chèques au comité des victimes d'accident de travail sur la rue Laurier.

Bégin doit répondre enfin du vol de 30 \$ dans le vestiaire des employés au restaurant Chez Charlie.

Pour du désordre

Un homme de 42 ans a bénéficié d'un sursis pour une effraction à l'appartement de son ancien ami de coeur chez lequel il a causé du désordre et pris deux bouteilles de bière ainsi que pour le bris d'une vitre à un commerce, le lendemain du jour de l'An.

Mais le juge Michel Beauchemin de la Cour du Québec lui a de plus interdit de communiquer avec la victime et obligé à réparer les dommages causés.

Selon le défenseur Claude Leblond, l'accusé intoxiqué avait commis son premier délit peu de temps après une rupture pour infidélité avec la victime à laquelle il était venu en aide après avoir appris son état de séropositivité.

Le bris de la vitre fait suite à des paroles insultantes à son égard par des inconnus.

L'inculpé a depuis entrepris une cure de désintoxication et ne revoit plus le plaignant.

Il avait défilé le lit, renversé une casserole et répandu de la poudre dans la chambre de bain de la victime, d'après une source policière.

Réorganisation des services hospitaliers à Sherbrooke

Les anglophones sont très inquiets

Denis DUFRESNE Sherbrooke

La population anglophone de la région s'inquiète des conséquences de la réorganisation des services hospitaliers à Sherbrooke et notamment pour les soins personnalisés offerts au Centre hospitalier de Sherbrooke, où 30 pour cent des patients sont unilingues anglophones.

C'est du moins le sens des quelques interventions du public lors d'une assemblée d'information qui a fait salle comble hier soir au centre

hospitalier, en présence des représentants de la Régie régionale de la santé et des services sociaux.

«Nous avons toujours été fiers d'offrir un service humain et personnalisé, mais les gens sont préoccupés par le fait qu'ils ne pourront avoir le même service ailleurs», indique la directrice générale de cet hôpital plus que centenaire, Marie Trousdell.

Selon le scénario à l'étude à compter d'avril prochain, les soins aigus (interventions nécessitant une hospitalisation de quelques jours seulement) seront concentrés dans

le centre hospitalier résultant de la fusion des hôpitaux Saint-Vincent-Paul, Hôtel-Dieu et du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS).

La gériatrie, les soins longue durée et les services ambulatoires (qui ne nécessitent pas d'hospitalisation) seront offerts au Centre hospitalier de Sherbrooke et à Youville, qui seront regroupés.

Parallèlement, la Régie prévoit fermer 300 lits à Sherbrooke, ce qui entraînera dans les faits la fermeture complète d'un des cinq centres hospitaliers actuels.

De 30 à 40 millions \$

La Régie doit être informée au début de la semaine prochaine de l'ampleur des compressions budgétaires pour l'an prochain - qui pourraient atteindre de 30 à 40 millions \$ - et doit rencontrer mercredi soir les conseils d'administration des établissements de santé à ce sujet.

«Nous avons décidé de planifier les changements, nous ferons de notre mieux avec nos ressources», a fait valoir aux citoyens présents le directeur général de la Régie régionale, Jean-Pierre Duplantie, après

avoir expliqué que la réorganisation touche non seulement les administrations, mais aussi les services.

Le Dr James Ross, un consultant qui fait partie du comité conjoint du Centre hospitalier de Sherbrooke et de Youville, a de son côté souligné qu'en dépit de la réforme qui s'impose, la population anglophone de la région n'est plus assez nombreuse pour avoir son propre hôpital.

«Nous devons tenir compte des changements démographiques, en plus des réductions de dépenses qui nous obligent à nous réorganiser», a-t-il dit, soulignant que la région devra faire son deuil de la duplication des services.

Le doyen de la faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke, le Dr Michel Bureau, a pour sa part indiqué que les soins de santé doivent répondre aux nouveaux besoins de la population et offrir de plus en plus de services à l'extérieur des hôpitaux.

«Le défi c'est la médecine à l'extérieur des hôpitaux, dans les CLSC, les soins à domicile, en clinique externe, etc.», a-t-il souligné.

Lors de la brève période de question qui a suivi la séance d'information, un anesthésiste retraité, le Dr Alfred Dougan, a été très cinglant dans ses propos.

«Lorsque le ministre de la Santé dit qu'il va réduire les budgets tout en maintenant le niveau de services, c'est un sacré mensonge!», a-t-il lancé, ajoutant que dans le dossier actuel «tout le monde voit d'abord à son propre intérêt», ce qui lui a valu des applaudissements.

Un citoyen anglophone s'est pour sa part inquiété de devoir attendre plusieurs mois pour obtenir un rendez-vous pour un examen dans les autres centres hospitaliers. En revanche, une dame a dit avoir reçu un excellent service au CHUS, où, a-t-elle pris la peine de souligner, le personnel est bilingue.

Pour Janet Rowe, une citoyenne de Lennoxville, la réorganisation annonce une lourde perte pour la communauté anglophone.

«L'hôpital est comme une grosse famille, le service y est plus personnel qu'ailleurs, c'est triste ce qui se passe. Nous nous sentons bouleversés, le Centre hospitalier de Sherbrooke est la seule chose qui nous reste», a-t-elle mentionné en entrecou-



La directrice générale du Centre hospitalier de Sherbrooke, Marie Trousdell (au premier plan), a expliqué hier soir l'impact de la réorganisation des soins de santé à Sherbrooke, en compagnie de membres de la Régie régionale de la santé et des services sociaux.

Téléphoto Claude Croisetière

Le mariage revient à la mode en 1995

□ Tellement que le diocèse de Sherbrooke manque de bénévoles pour préparer les futurs époux à la vie de couple

Denis DUFRESNE Sherbrooke

Après huit ans de déclin, le mariage semble revenir à la mode chez les jeunes Estrieiens. Si bien que le diocèse de Sherbrooke manque cruellement d'animateurs bénévoles pour les sessions du Service projet mariage (SPM).

«Depuis deux ans, on manque de personnes bénévoles, mais cette année c'est vraiment catastrophique. On n'est pas capable de répondre aux besoins», indique la coordonnatrice de la Corporation régionale du Service de préparation au mariage, Pierrette Boisvert.

Par exemple, dans la seule paroisse Sainte-Bibiane de Richmond, on s'attend à bénir de 8 à 12 unions cette année, contre trois ou quatre habituellement, tandis qu'à celle de Saint-Philippe de Windsor, on a une vingtaine de réservation, contre six mariages l'an dernier. À la paroisse Saint-Patrice de Magog, on a célébré 31 mariages en 1994 et on

s'attend à en avoir davantage cette année.

Alors qu'en 1985, le diocèse comptait 150 personnes bénévoles, avec les prêtres, «aujourd'hui on en a à peu près 35, alors qu'il en faudrait au moins 50, même si le nombre de mariages a diminué depuis», dit Mme Boisvert.

«À Sherbrooke, par exemple, il nous reste quatre couples-animateurs pour une centaine de couples fiancés actuellement, on ne peut pas répondre à la demande, alors on les réfère dans d'autres régions ou à des cours par correspondance», ajoute-t-elle.

«Cela veut dire que sur une centaine de couples, une cinquantaine ne pourront pas suivre la fin de semaine de formation», déplore Mme Boisvert.

Ailleurs en Estrie, la situation est à peu près la même. Ainsi, par exemple, les sessions sont complètes à Valcourt et Magog.

«À Coaticook on n'a plus d'animateurs, ce sont des anciens qui ont repris ça pour cette année», dit-elle.

Les sessions SPM se donnent de septem-

bre à juin, mais la demande est surtout concentrée en février et mars, puisque beaucoup de couples veulent se marier au début de l'été.

Bénévolat exigeant

«C'est certain que c'est un bénévolat exigeant et de plus en plus les gens sont réticents à s'engager. Il faut aussi des capacités de communication, en plus de devoir suivre une formation de 30 heures à l'Archevêché», mentionne la coordonnatrice de la Corporation au sujet des qualités recherchées chez les animateurs de sessions SPM.

Les personnes ou les couples qui veulent agir comme animateurs bénévoles doivent également croire aux liens sacrés du mariage chrétien, il va sans dire.

Le mandat de l'animateur ou de l'animatrice est de conduire les activités, d'accompagner les couples dans leur démarche de prise de conscience, d'être à l'écoute de leurs besoins et de participer aux activités SPM au niveau local, régional et national.

Mme Boisvert insiste pour dire que les sessions SPM «ne sont pas des cours de préparation au mariage».

«C'est plutôt une fin de semaine de croissances pour le couple», dit-elle.

Renversement de la tendance

Mme Boisvert s'attend d'autre part que la reprise économique incite de nombreux jeunes couples à se marier, à fonder un foyer.

«Avec la récession économique, la demande avait beaucoup diminué au point où des équipes n'ont pas donné de sessions, par exemple à Disraeli et Valcourt. Mais cette année, on anticipe une recrudescence», signale-t-elle, d'où l'importance d'avoir davantage d'animateurs bénévoles.

Depuis 1986, le nombre de mariages religieux a été en chute constante dans le diocèse, passant de 1056 à 566 l'an dernier.

Le nombre de mariages civils a peu diminué, passant de 320 en 1986 à 287 en 1994.

Pendant ce temps, le nombre de divorces a légèrement augmenté, passant de 666 en 1986 à 820 en 1994.

«On est comme une espèce de grand chum» — Un Grand Frère

Sherbrooke(psj)

«On dit «petit frère» parce que c'est le vocabulaire que l'on utilise dans l'association mais pour moi Frédéric est un frère à part entière. J'apprendrais demain qu'il doit déménager sur la Côte Nord ou qu'il ne désire plus me voir et ça créerait tout un vide dans ma vie!»

M. Alain Hallé a rendu un vibrant plaidoyer en faveur de l'Association des Grands Frères et des Grandes Soeurs de Sherbrooke et il se sent doublement concerné par les difficultés financières que traverse l'organisme.

D'abord parce qu'il est Grand Frère depuis deux ans d'un adolescent de 13 ans, Frédéric, et que depuis l'automne dernier, il siège sur le conseil d'administration de l'association.

Ce double engagement, il l'explique simplement parce que lui-même est issu d'une famille monoparentale. Il était âgé de cinq ans quand ses parents se sont séparés et de 11 ans quand ils ont divorcé. «J'étais déjà sen-

sibilisé à la cause des Grands Frères et Grandes Soeurs.»

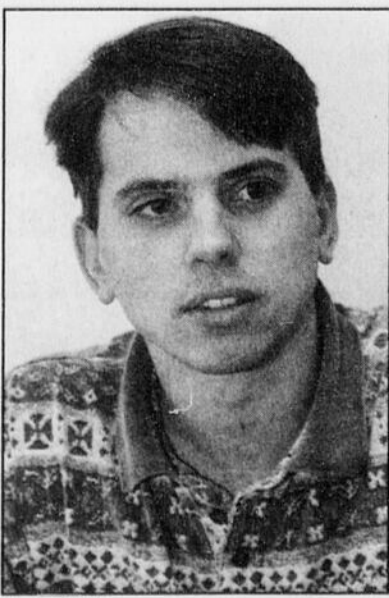
De son jumelage avec Frédéric, il pourrait en parler des heures. «C'est valorisant des deux côtés. On donne de l'amour, de l'amitié. On prête une oreille attentive sur ce qui se passe dans sa famille, dans sa vie à l'école. On est comme une espèce de grand chum.»

Sans vouloir tomber dans le sexisme ou le sectarisme, tous savent qu'il y a des choses que l'on fait avec un père, d'autres avec une soeur ou une mère et d'autres avec un grand frère. «J'aime être comparé à un point de référence plutôt qu'à un modèle car ce mot possède une connotation de perfection.»

Frédéric n'est pas un grand bavard mais il arrive à sa mère de confier à M. Hallé à quel point il compte pour beaucoup dans la vie du «p'tit frère».

Le duo tient souvent de bons échanges verbaux sur le sport. Cela permet de confronter leurs idées, des les renforcer ou de les ébranler.

Divers événements survenus depuis le jumelage démontrent que Frédéric a l'impression d'être membre à part entière d'une grande famille complète.



Alain Hallé

Un coeur étudiantin!



Délaissant livres et études pour quelques minutes, les étudiants qui habitent les résidences du Collège de Sherbrooke ont poursuivi la tradition de leurs prédécesseurs hier alors qu'ils ont formé le coeur de la St-Valentin. Une manière comme une autre de souligner la fête de l'amour!

Téléphoto Claude Croisetière

COMMISSION DE L'ESTRIE SUR L'AVENIR DU QUÉBEC A HATLEY

Un des commissaires ému au bord des larmes

Michel MORIN

Hatley

Sans prendre position en faveur de la souveraineté, le Consistoire Québec-Sherbrooke aura réussi le tour de force d'ébranler fortement l'un des commissaires de la Commission de l'Estrie sur l'avenir du Québec, au point de rendre le constitutionnaliste Pierre Patenaude au bord des larmes.

Dans son mémoire, le Consistoire Québec-Canada, qui se veut, au sein des églises de la Réforme dite protestante, un rassemblement de délégués, laïcs et ordonnés des communautés chrétiennes d'une région, a livré un vibrant plaidoyer en faveur de l'établissement d'une société pluraliste.

«... respectueuse des différences et de la contribution de toutes les communautés culturelles, religieuses et linguistiques, de dire le président Kenneth C. Johns. La présence sur le territoire québécois de villages autochtones, ou anglophones, de Kanawake ou de Hatley n'affaiblit en rien la culture francophone du Québec. Au contraire, il faut y voir un signe de richesse, de santé et de force de notre société.»

Vantant les mérites de la reconnaissance de la diversité retrouvée à l'intérieur du Canada et du rôle très spécifique, particulier et historique joué par le Québec, le Consistoire Québec-Sherbrooke a soutenu que «les Canadiens doivent arriver à reconnaître que le Québec n'est pas et ne pourra pas devenir une province comme les autres. Il est fort regrettable que cette reconnaissance ait fait l'objet de tant de doutes depuis les



Tel qu'il s'était engagé à le faire, le Comité pour le maintien des institutions municipales a présenté un mémoire. Mais les commissaires ont jugé que cette présentation interpellait directement le gouvernement du Québec et n'avait que peu de liens avec l'actuel avant-projet de loi sur la souveraineté. À droite, en premier, le constitutionnaliste Pierre Patenaude et en second, le président du Consistoire Québec-Sherbrooke, Kenneth C. Johns.

années 80.»

À la fin de cette présentation, le commissaire et constitutionnaliste Pierre Patenaude paraissait pour le moins ému, voire ébranlé du sens profond se dégageant de ce mémoire. Tellement, que c'est avec une voix à peine audible, étranglée par des trémolos, qu'il a remercié le Consistoire Québec-Sherbrooke de s'être adressé à la Commission de l'Estrie.

«Ce que vous dites est d'une extrême importance. Je souscris pleinement à votre thèse de bâtir au Québec une société pluraliste, qui

sache respecter les différences et toutes les communautés», de commenter Me Patenaude.

Fédéralisme

Dans la municipalité de Hatley, la large majorité des mémoires avaient une consonance fortement fédéraliste. Pour les anglophones de l'Estrie, l'appartenance au Canada doit primer et le projet souverainiste n'est que le fruit de politiciens qui prennent leur rêve pour une réalité.

Native de Berlin, en Allemagne, Mme Marlis M. Wehr, qui habite le village de Hatley, a soutenu que

l'érection de murs entre les civilisations produisait toujours des résultats catastrophiques. À titre d'historienne, Mme Wehr a cité les années du troisième Reich de Hitler et l'isolement de l'Allemagne de l'Ouest.

Ex-candidat du Parti Égalité dans la circonscription de Saint-François, Murray Powell a quant à lui recommandé à Jacques Parizeau et Lucien Bouchard que s'ils cherchent le bien-être de la population qu'ils représentent, ils peuvent le trouver actuellement à l'intérieur du Canada.

Racisme

Le premier intervenant à se faire entendre, Roger Alacoque, aura quant à lui indisposé tous les commissaires en présentant un mémoire qui, pour reprendre les termes du maire d'Asbestos André Ba-

chand, «est teinté de racisme.»

Se disant pour la sauvegarde du fait français, M. Alacoque a souligné: «qu'un Canadien français, assimilé, et qui ne parle plus qu'anglais, ce n'est plus un Canadien français.»

«On ne peut pas accepter et favoriser massivement une immigration de substitution de la race. Les Turcs, Tamouls, Arabes musulmans et intégristes, Sikhs, Chinois, Noirs antillais anglophones, tous ces gens-là ne peuvent remplacer les Canadiens français et les immigrants franco-phones... Accueillir massivement au Québec des ethnies très différentes provoquerait des mélanges très explosifs», de livrer M. Alacoque.

Cette présentation n'a pas été prise des membres de la Commission, incitant le député régional du Bloc québécois à rétorquer «que si jamais la souveraineté du Québec doit s'articuler autour de ce que vous dites, je serai totalement opposé à ce genre de souveraineté.»

Le SEE consulte ses membres sur la laïcisation des écoles

Sherbrooke (GF)

Un débat se tient présentement dans toutes les écoles du territoire sur la laïcisation de l'éducation au Québec.

Lancé à la fin du mois de janvier, il devrait permettre à chaque enseignant et à chaque membre du personnel des écoles de se prononcer sur le sujet, de manière à dégager une position qu'adoptera le Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE) au début mars et qu'il défendra par la suite au cours du conseil général de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), les 15, 16 et 17 mars.

En fait, déclare le président du SEE, Gérard Messier, la démarche découle d'une décision prise par le dernier congrès de la CEQ, en juin

1994. Elle s'inscrit également dans un débat qui a cours depuis quelques années au sein des syndicats d'enseignants québécois. Aussi, dit-il, chacun a eu le temps de se faire une opinion qu'il peut maintenant exprimer au cours de la présente consultation.

La question que soulève la CEQ à travers ses 53 syndicats est la laïcisation des écoles et de toutes les structures du système public de l'éducation. Dans un tel contexte, l'enseignement religieux confessionnel doit être remis aux parents et aux paroisses, de manière à mieux respecter la réalité québécoise actuelle où s'exprime le pluralisme religieux.

En lançant le débat, la CEQ a dit souhaiter une démarche «ouverte, responsable et démocratique».

Quatre propositions sont soumises aux syndicats. Elles portent essentiellement sur la laïcisation des

structures scolaires, la laïcisation des écoles publiques, la définition d'une école laïque et ouverte et la protection des emplois.

Jusqu'à maintenant, ce débat n'a pas transpiré en dehors des murs des écoles de la région, contrairement à ce qu'on aurait pu croire d'un sujet qui touche des épidermes sensibles. En fait, jusqu'à maintenant, une seule personne, un enseignant de Beaufort, Denis Watters, a porté le débat sur la place publique en écrivant à tous les quotidiens du Québec. Il dénonce la rapidité avec laquelle la centrale mène le dossier. Il doute que l'on puisse traiter une question aussi complexe en l'espace de quelques semaines seulement.

Le SEE connaîtra la position qu'adoptera la majorité des membres «au dépouillement des résultats, au retour de la semaine de relâche».

VENTE DE FAILLITE

TOUT DOIT ÊTRE VENDU

ÉPARGNEZ JUSQU'À

60%

DE RABAIS SUR LE PLUS BAS PRIX ÉTIQUETÉ

VÊTEMENTS POUR HOMMES, FEMMES ET ENFANTS
JOUETS • LINGE DE MAISON • CHAUSSURES
APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS ET PLUS ENCORE!

TOUTE LA MARCHANDISE EST RÉDUITE!

WonderBra®
30% DE RABAIS

Rubbermaid®
30% DE RABAIS

60% DE RABAIS SUR LES MANTEAUX ET BOTTES D'HIVER

Wababy®
30% DE RABAIS SUR LES DRAPS ET ÉDREDONS

WISE WIZMART

LIQUIDATEURS

Des prix avantageux sur des produits de marques réputées depuis 1930.

DANS TOUS LES MAGASINS! VISITEZ LE MAGASIN LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS DÈS AUJOURD'HUI!!

Les cartes Visa et Mastercard sont acceptées. Pas de chèques. Vente finale. Aucun remboursement. Nous n'acceptons plus les paiements avec les cartes de crédit Wise et Wizmart.

Vente organisée par Gordon Brothers Partners.

Chez Val Estrie

C'EST TOUT COMPRIS



ESCORT LX 3 portes 1995

12 995 \$

TAXES EN SUS RABAIS INCLUS

CARACTÉRISTIQUES:

- Glaces teintées
- Coussins (2) gonflables à l'avant
- Essuie-glaces avec balayage intermittent
- Compte-tours
- Console avec vide poche et porte-gobelets
- Sièges haquets en tissu de luxe
- Rétroviseurs (2) à télécommande électrique
- Jantes en aluminium 14"
- Aileron arrière
- Direction assistée
- Chauffe-moteur
- Radio AM/FM avec montre numérique
- Lecteur de Disques Compact et beaucoup plus...

FAITES ÉCHEC AUX TAUX

DES TAUX DE 2.9 % 24 MOIS, DE 4.9 %, 6.9 % ET DE 8.9 % SONT PRÉSENTEMENT OFFERTS SUR DES MODÈLES SÉLECTIONNÉS PAR LE MANUFACTURIER.

DÉTAILS EN SALLE DE MONTRE

FIER COMMANDITAIRE DES FAUCONS DE SHERBROOKE

VAL ESTRIE

Ford FORD

563-4466

4141, RUE KING OUEST SHERBROOKE

LE CENTRE DE CAMIONS COMMERCIAUX LE PLUS COMPLET DE LA RÉGION

Sherbrooke vise l'efficacité et l'économie

Les élus municipaux adoptent un plan de planification stratégique à l'aube de l'an 2000

Pierre-Yvon BÉGIN Sherbrooke

À l'aube de l'an 2000, la Ville de Sherbrooke vient de compléter un exercice de planification stratégique, de façon à rallier l'ensemble des intervenants à une vision commune. Après plusieurs mois de discussions et de réflexion et plusieurs milliers de dollars, 121 000 \$, les élus municipaux ont convenu de faire de Sherbrooke une capitale régionale modèle.

Le travail est colossal. Les élus reconnaissent dans leur document que Sherbrooke a d'abord été affectée par le ralentissement de son activité économique. La concentration de la richesse s'ajoute et fait en sorte que la pauvreté est de plus en plus criante dans la communauté.

La tendance pourrait se maintenir puisque, constatent les élus, les nouveaux emplois sont moins bien rémunérés en se concentrant dans le secteur des entreprises de services.

Population stable et vieillissante

La population est stable (79 432) mais vieillissante depuis une dizaine d'années. Pendant la même période, le nombre de familles, traditionnelles ou reconstituées, a sensiblement diminué. Le nombre de personnes vivant seules et les familles monoparentales a augmenté de façon significative.

Réalité nouvelle, reconnaissent les élus, les communautés ethniques font aussi partie de la réalité. En parallèle, la population des villes de la banlieue a presque triplé et la majorité des jeunes familles se sont installées en périphérie.

Le nouveau conseil s'est donc donné pour mission d'offrir et de gérer avec efficacité et économie, les services municipaux de base requis pour le bon fonctionnement de la collectivité. Ils assoient cette mission sur cinq valeurs: prééminence du citoyen, équité, transparence, compétence et imputabilité du personnel.

«En deux ans, de révéler le maire Perrault au moment d'adopter le document au conseil lundi, il y a eu plus de 20 rencontres avec le milieu. Deux à trois cents personnes ont collaboré au projet qui a été validé par 3800 personnes à l'intérieur d'un sondage.» Rappelons que c'est la firme Raymond Chabot Martin et Paré qui a reçu le mandat de préparer le canevas du document.

Au nombre des projets et activités jugés prioritaires, pas de grandes trouvailles, sinon des idées déjà avancées, notamment en campagne électorale. Rappelons que la réflexion dure déjà depuis deux ans.

Les membres du conseil enten-

dent d'abord déterminer le coût des produits et services. Il désirent aussi identifier ceux qui peuvent être régionalisés et offerts aux municipalités voisines. On y retrouve la police, la protection contre les incendies, la cour municipale, l'organisation des mesures d'urgence et le 911.



Jean Perrault

Certains partenaires majeurs du milieu et des organismes paramunicipaux pourraient même être davantage mis à contribution pour assumer des mandats particuliers. La Société de développement économique de la région sherbrookoise (SDERS) se verrait confier ainsi la gestion de certains équipements et des programmes

culturels et sportifs.

Dans cette veine, la Municipalité régionale de comté (MRC) hérite du développement économique tandis que les institutions d'enseignement sont mises à profit pour la formation et le perfectionnement du personnel.

Le conseil entend aussi déléguer certains mandats à l'entreprise privée, comme la construction du centre de tri ou la gestion du Parc du Mont Bellevue.

Compte de taxes comparable

Au nombre de ses grandes orientations, la Ville de Sherbrooke veut tendre vers l'équité fiscale et rendre le compte de taxes de ses contribuables comparable à celui des municipalités de la région, en tenant compte du niveau de services offerts.

Pour atteindre cette équité, le conseil désire négocier les nouvelles

ententes intermunicipales en tenant compte des coûts réels. Il se donne aussi une période de cinq ans pour renégocier les ententes intermunicipales existantes et atteindre les coûts véritables. Cette intention semble indiquer que certaines ententes sont vendues à rabais.

Outre l'introduction d'une carte d'accès pour les activités de loisirs, le conseil désire mettre en place un système de comptabilité par activités.

Les nouveaux comités créés ré-

cemment auront pour mission de concrétiser ce plan en fixant des échéanciers.

Au niveau de la promotion de l'économie, le conseil compte agir en créant un fonds d'investissement local avec des partenaires privés. Ce fonds serait différent de la future société Innovatech. La Ville veut aussi alléger le fardeau fiscal des entreprises et contribuer à la création d'un organisme régional dédié à la promotion à l'étranger. Est-à dire que la

SDERS remplit mal sa mission?

«Non, réplique Jean Perrault non sans une certaine hésitation. Beaucoup d'intervenants veulent faire des actions à l'étranger et nous vivons un territoire plus grand que celui couvert par la SDERS.»

La Ville pense aussi favoriser les soumissionnaires sherbrookoises en proposant la rédaction d'une politique d'achat où les entrepreneurs locaux bénéficieraient d'un écart favorable de 5%.

Salami dans tous ses états

Pizzicato

ON Y VA ON AIME !

61, RUE KING OUEST, SHERBROOKE 819-562-1029

vous
Mécano & technicien
de confiance

Pour un service d'entretien complet

Peu importe la marque de votre véhicule

- Mise au point
- Électricité
- Alignement
- Système d'injection
- Climatisation

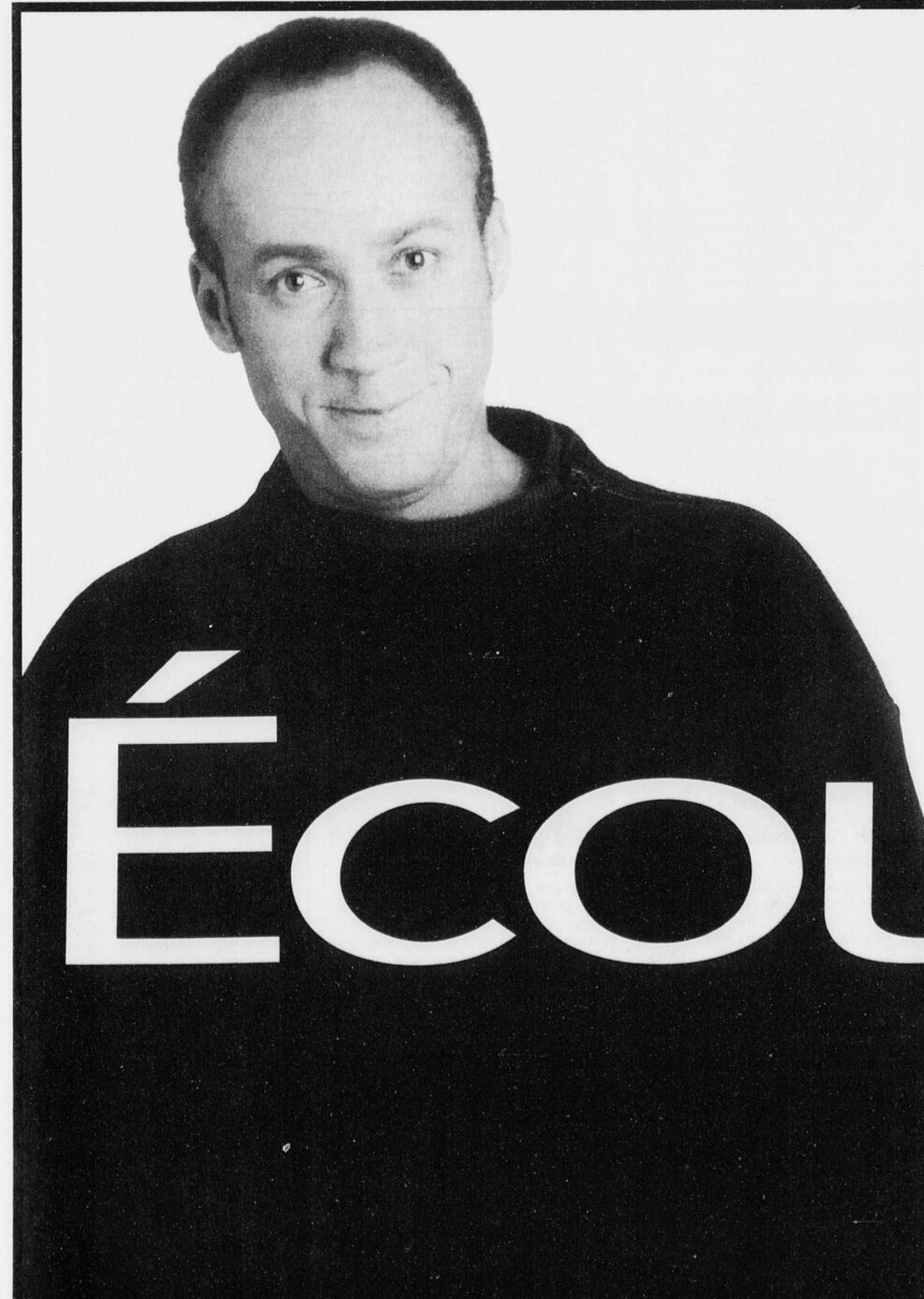
Garage René Jacques inc.
7110, boul. Bourque Deauville
(819) 864-4278

Pourquoi attendre?

VÉRIFICATION GRATUITE DE CES POINTS:

- Démarreur
- Efficacité du chauffage
- Chauffe-moteur
- Batterie

UNI PRO
FREINS
SILENCIEUX
SUSPENSION



Avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec

Écouter. S'exprimer. Questionner. Dire ce que nous sommes et ce que nous voulons devenir. Comprendre. En parler, librement. Avec sa famille, ses amis, ses voisins. Et vraiment décider de l'avenir du Québec.

Peu importe où vous habitez, la **Commission de l'Estrie sur l'avenir du Québec** sera bientôt de passage près de chez vous :

Lennoxville*	Mercredi, 15 février	14 h à 18 h	Université Bishop (salle Centennial)
Lennoxville†	Mercredi, 15 février	19 h 30 à 22 h	Université Bishop (salle Centennial)
Sherbrooke*	Jeudi, 16 février	10 h à 17 h	Club de golf de Sherbrooke
Sherbrooke*	Vendredi, 17 février	10 h à 17 h	Club de golf de Sherbrooke
Sherbrooke*	Samedi, 18 février	10 h à 13 h	Hôtel Delta
Sherbrooke*	Samedi, 18 février	14 h 30 à 17 h	Hôtel Delta
Sherbrooke*	Dimanche, 19 février	10 h à 13 h	Hôtel Delta
Sherbrooke*	Dimanche, 19 février	14 h 30 à 17 h	Hôtel Delta
Fleurimont*	Lundi, 20 février	14 h à 18 h	Centre Julien-Ducharme
Fleurimont†	Lundi, 20 février	19 h 30 à 22 h	Centre Julien-Ducharme
Canton d'Orford*	Mardi, 21 février	14 h à 18 h	Auberge Chéribourg
Canton d'Orford†	Mardi, 21 février	19 h 30 à 22 h	Auberge Chéribourg
Windsor†	Mercredi, 22 février	19 h 30 à 22 h	Centre régional Le Bel Âge
Acton Vale*	Jeudi, 23 février	14 h à 18 h	Salle du Club de golf
Acton Vale†	Jeudi, 23 février	19 h 30 à 22 h	Salle du Club de golf
Cowansville*	Vendredi, 24 février	14 h à 18 h	Auberge des Carrefours
Cowansville†	Vendredi, 24 février	19 h 30 à 22 h	Auberge des Carrefours

*Audiences †Forums

Écouter.

Participez en grand nombre, nous voulons tous vous entendre. Pour rejoindre sans frais votre commission : **1 800 381-2425.**

Pour que
tout le monde
ait son mot à dire

Québec

Éditorial

La Tribune

Raymond Tardif, Président et Éditeur

Jacques Pronovost, Rédacteur en chef

Roch Bilodeau, Éditorialiste en chef adjoint

Sherbrooke, ville-centre

Certains maires de banlieues ont plutôt mal réagi au discours que le maire Jean Perrault a livré lundi soir devant la Chambre de Commerce de Sherbrooke, surtout en ce qui touche le financement de l'aéroport. Pas étonnant que ce dossier ait particulièrement attiré leur attention puisque M. Perrault s'en est servi pour illustrer les nouveaux efforts qu'il attend d'eux.



Citons le maire Perrault: «s'il est vrai que l'aéroport doit jouer un rôle important dans le développement de notre région, il va de soi que la grande région prenne ses responsabilités et participe financièrement, non seulement à ses opérations, mais aussi à son développement.»

Voilà qui a au moins le mérite d'être clair. Mais ça se défend aussi fort bien.

Oui, car l'aéroport de Sherbrooke ne sert pas uniquement à la capitale régionale mais également à toutes les communautés environnantes. D'accord, les bénéfices que celles-ci en tirent directement ne sont peut-être pas toujours des plus évidents. Reste que personne ne peut nier l'utilité d'une infrastructure aéroportuaire pour une région comme la nôtre.

Compte tenu de la libéralisation du commerce, de la mondialisation de l'économie mais aussi de la présence sur notre territoire de nombreux exportateurs et de deux universités, il est impensable de priver notre région de communications aéronautiques convenables. Ce serait la condamner à un isolement dommageable et coûteux.

C'est pourtant ce qui se dessine maintenant que le fédéral délaisse l'aéroport. Et vaudrait mieux ne pas trop compter sur le gouvernement provincial qui est lui aussi surendetté. La solution devra donc provenir d'abord de notre région.

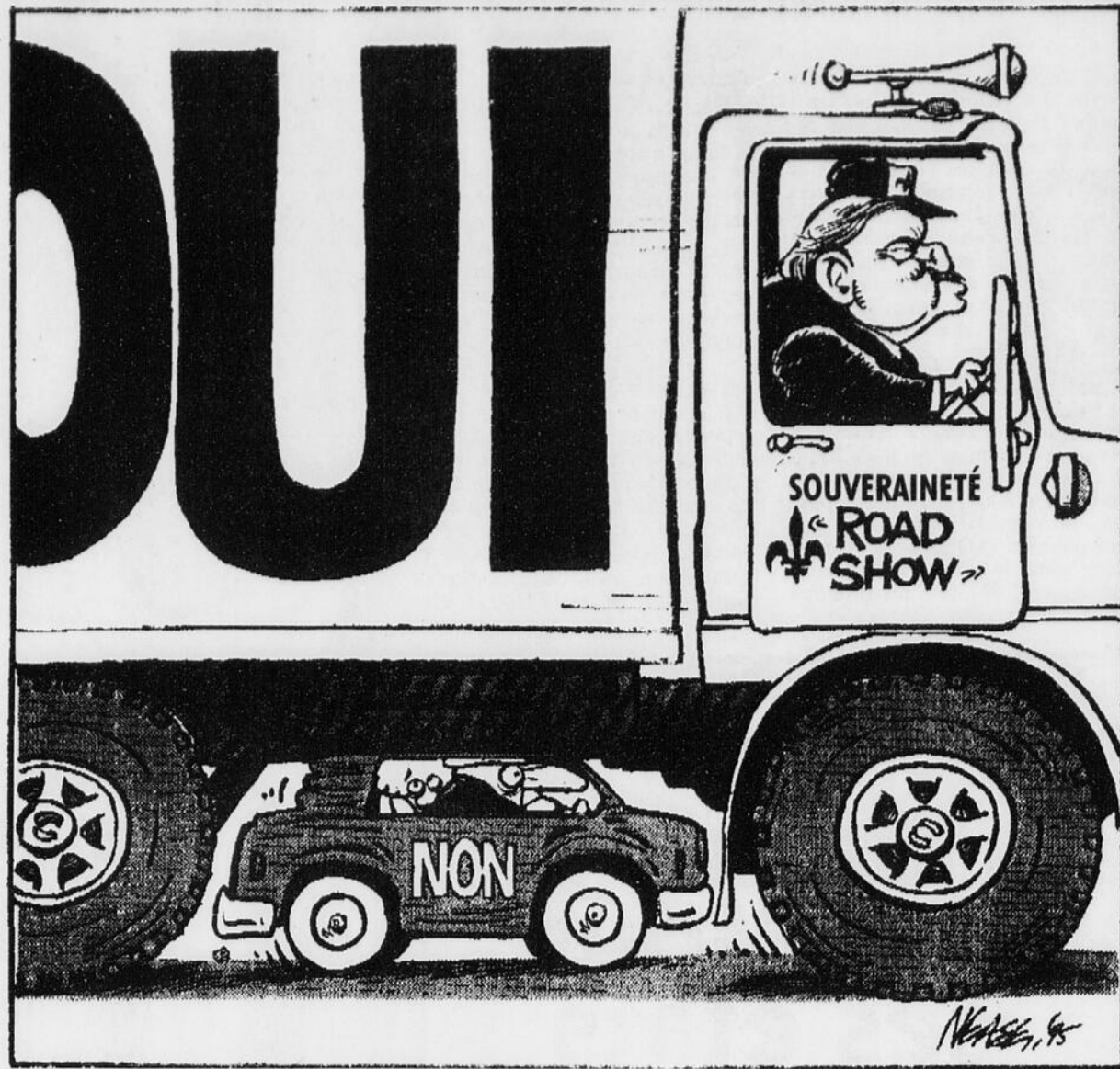
Qui doit payer et selon quelle formule? Sherbrooke, bien sûr, et à la mesure de ses moyens qui sont les plus importants dans la région. Mais le maire Perrault a parfaitement raison d'appeler les autres municipalités au partenariat.

Le même raisonnement s'applique d'ailleurs à d'autres équipements ou structures financés principalement par Sherbrooke et dont, pourtant, toute la région profite. C'est le problème classique des villes-centres.

Mais le nouveau partage des responsabilités dont nous avons besoin ne viendra pas tout bonnement des pressions exercées par Sherbrooke. Pour le moment, le maire Perrault semble surtout préoccupé de défendre les intérêts spécifiques de sa municipalité, bref, de ne pas payer pour les autres. Normal, bien entendu, mais c'est un peu étroit comme vision.

Si l'administration municipale de Sherbrooke se limite à réclamer davantage d'argent de ses voisines, sans proposer de projet d'ensemble, elle risque de provoquer des réactions nuisibles et contreproductives chez celles-ci. Plutôt que de créer une synergie régionale, on aboutirait au contraire à engendrer des réflexes de repli.

Le pire pour notre région serait que ses municipalités pratiquent la politique du «chacun pour soi». La capitale régionale doit donner l'exemple, par son ton et son attitude. C'est pourquoi dans le dossier de l'aéroport comme dans les autres, il ne suffit pas de réclamer davantage des partenaires. Il faut avant tout leur proposer plus et mieux pour l'ensemble. Question de leadership, en fait.



TRIBUNE LIBRE

Quel espoir pour Haïti?

Colonisé et pillé par des politiciens indigènes avec la complicité de la bourgeoisie, Haïti est un pays difficile à se tenir debout.

Et le recel du butin blanchi par certaines institutions financières de l'extérieur facilite une sorte d'évasion fiscale qui entrave toutes tentatives de développement.

Présentement, J.-Bertrand Aristide une nouvelle forme de gestion pointe à l'horizon; va-t-on enfin apprivoiser le mauvais sort qui nous poursuit? On a près de 200 ans de gestation; il fallait traverser de multiples événements stériles pour découvrir qu'enfin on a un pays à construire. Donc, il importe que l'égotisme des énergumènes trouble-fête se noie dans la fontaine de la sagesse.

L'ordre mondial change sur le plan économique. La croisade des pays industrialisés pour un regroupement sélectif en marché commun isolera tous les petits peuples comme le nôtre en les rendant encore plus fragiles et dépendants économiquement. Si on s'efforce d'isoler les bêtises de nos politiciens traditionnels dans la manifestation de leur logorrhée; si on accepte que l'humble prolétaire a droit à l'éducation et à l'épanouissement en tant qu'entité

nationale, on sortira enfin du tunnel de la honte. «Ne demandez pas pour qui sonne le glas, il sonne pour nous tous».

Marc Pierre-Gilles Haïtien Sherbrooke

L'héritage de la génération X

Durant les années 60, au Québec comme au Canada, l'État se voulait de providence. C'est ainsi que le secteur privé fut inondé de capitaux venant directement des différents paliers gouvernementaux et de leurs sociétés. Pendant ce temps, le secteur public se voyait grossi de nouvelles subventions et de nouvelles sociétés pour soutenir le développement économique du Québec. Mais au lieu de soutenir le développement économique, les fonds venant des gouvernements le créèrent. C'est ainsi qu'une génération de travailleurs, d'administrateurs et d'hommes d'affaires se sont vus transportés dans un tourbillon économique artificiel, jusqu'aux marchands de REER.

Aujourd'hui en 95, une fois que la majorité de cette génération profite d'une situation économique assez stable et d'une retraite toute en pension, elle nous dit que pour le

bien-être de tous, nous ne devrions pas avoir droit aux différents services sociaux desquels certains dépendent déjà. C'est ainsi qu'on veut me faire croire qu'en cours de chemin, je dois refuser, pour le bien collectif, mon droit à une éducation gratuite, à un système de santé intégralement gratuit et autres services sociaux.

Eh bien, je ne crois pas que de renoncer aux services sociaux et aux principes qui les sous-tendent soit bénéfique pour quiconque, et surtout pas pour notre génération d'étudiants endettés. Par contre, il y a d'autres choses auxquelles je crois.

Premièrement, je crois que c'est nous, la génération X, qui écopons et qui écopons déjà pour le bonheur économique des années passées. Et cela malgré nous, car le contrat social, nous ne l'avons jamais signé. Il nous a été imposé comme la dette publique et comme les baby boomers qui refusent le temps partagé.

Deuxièmement, nous savons qu'aujourd'hui, à l'ère du post-modernisme, plusieurs accepteraient que nous refusions intégralement les idées et ce qui fut fait depuis la Révolution française. Mais bien au contraire, nous pensons que nous, la génération X, qui sommes à la croisée des chemins, pouvons construire avec ce qui fut fait par le passé pour arriver à relever les défis qui se posent au Québec du XXIe siècle. La preuve en sera la lutte farouche que nous mènerons pour sauvegarder les outils sociaux qui nous permettront, le temps venu, de léguer mieux que ce que nous avons reçu.

Jérôme Leclerc Sherbrooke

LETRE OUVERTE

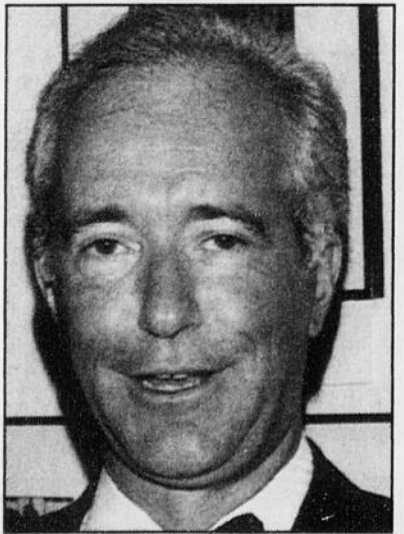
Une alliée pour Innovatech

M. Louis Lagassé, président Groupe d'action pour l'avancement technologique de l'Estrie

De notre prise de conscience collective, lors du sommet socio-économique de 1985, la région retenait la recherche et développement comme l'un de ses axes prioritaires. C'est dans cet esprit que le groupe de concertation Estriotech avait vu le jour en 1987, se donnant principalement comme mission de «susciter l'entrepreneuriat technologique, d'assurer une saine capitalisation des entreprises oeuvrant dans le secteur du développement technologique et de créer un environnement favorable à la mise en place d'infrastructures de base permettant la recherche appliquée, le transfert technologique et le processus d'incubation des entreprises technologiques en démarrage».

Le Groupe d'action pour l'avancement technologique de l'Estrie a repris le flambeau et poussé à son terme le désir exprimé par la région. Innovatech Sud Québec sera un outil de calibre pour la concrétisation de projets novateurs avec une très forte incidence, en démystifiant le risque en technologie, et en stimulant l'audace des investisseurs.

Représentante à l'Assemblée nationale du Québec, comme députée



Louis Lagassé



Marie Malavoy

de Sherbrooke, je salue votre ténacité dans la poursuite des perspectives de développement dans des secteurs de pointe, pour notre capitale régionale.

Soyez assuré que vous aurez une alliée dans la mise en place de la Société Innovatech Sud Québec, et que ma présence pour la suite des événements vous est acquise. Je serai particulièrement sensible aux implications que pourrait avoir une intégration complète des MRC de la Montérégie.

Je me permets de souligner les noms des personnes qui ont eu, avec vous, le mérite de passer aux actes

et qui ont réussi à préparer un dossier porteur de succès: Messieurs Alain Caillé, Guy Fouquet, Jean Shoiry et, non la moindre, Madame Manon Laporte, ainsi que le support de nombreux organismes et entreprises.

Espérant que nous aurons l'opportunité de nous rencontrer dans un avenir prochain, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Marie MALAVOY
Députée de Sherbrooke à l'Assemblée nationale

POINT DE VUE

«Québec, tu ne mérites pas un pays»

Je vois un peuple de 6 millions d'habitants et de 900,000 assistés sociaux.

Je vois un peuple dont les dirigeants politiques et syndicaux ont développé une économie de chômeurs.

Je vois un peuple dont les universités accordent des diplômes à n'importe qui, pourvu qu'elles soient payées.

Je vois un peuple dont les baby boomers, principaux acteurs de la révolution étudiante des années 70, devenus de brillants yuppies ne songent qu'à tout codifier, légiférer, aseptiser, sous le couvert de la sécurité, de la productivité, de l'efficacité et cela au détriment des libertés fondamentales et de la démocratie.

Je vois un peuple à genoux devant des communicateurs sensationnalistes et médiocres tels Jean-Luc Mongrain, André Arthur, etc., des thérapeutes ésotériques et quêtaines tels Jojo Savard, bref, je vois un peuple à genoux devant une télé dont le contenu des émissions est d'une bassesse à faire rire, ou vomir mais, et surtout, à faire peur.

«Je vois un peuple imbu de lui-même, qui n'a de cesse de se regarder le nombril...»

Je vois un peuple qui s'entête à vivre au-dessus de ses moyens, à ne pas rembourser sa dette et des dirigeants politiques qui, par soif de pouvoir abondent dans le même sens n'exécutant pas les mesures restrictives qu'ils avaient annoncées.

Je vois un peuple imbu de lui-même, qui n'a de cesse de se regarder le nombril: «Que pensez-vous du Québec?», demande-t-on à tout venant.

Je ne suis ni libéral, ni péquiste, mais je me souviens. Je me souviens de la dernière campagne électorale où Daniel Johnson et son épouse Suzanne Marcil ont reçu des oeufs tirés sans doute par de quelconques souverainistes. Ce fut la goutte.

Québec irresponsable et immature, tu ne mérites pas un pays. Et si tel devait être le cas, tu ne serais encore et toujours qu'un marché basé sur le profit des riches et des petits bourgeois syndiqués. Tu serais du pareil au même, plus les frais du référendum ajoutés à ta dette.

Et pour terminer, un peu mais aussi pour discourir autrement, histoire de narguer un peu ceux que j'appelle les petits dictateurs souverainistes, j'opterais, moi, pauvre de petit moi, dont l'expression française n'est pas si mauvaise après tout, pour un «Quebec State»: une autre étoile sur le drapeau américain.

Encore faudrait-il qu'ils veuillent de nous. Mais pourquoi? Qu'ont-ils de plus que nous? Ils ont de graves problèmes. Soit. Mais ils ont aussi le prestige et la gloire, et aussi l'humilité de demander: «God bless America». Un Québec athée est plutôt orgueilleux et vaniteux.

Oui, mais la culture française? Dans un Québec où le cadre rigide de la loi rend les institutions caduques et les gens dénués d'esprit si ce n'est d'esprit tordu, on repassera pour la culture française. Il y a autre chose à régler, entre nous, d'abord. Au pas, camarades.

Donc, si je me rends voter lors du référendum, ce sera, on l'aura deviné: «No thank you». Et merci de m'avoir lu.

Guy Robert Sherbrooke

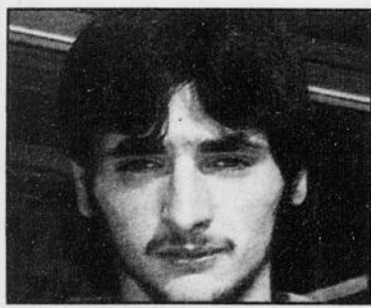
P.S.: Ironie. J'ai finalisé ce texte au lendemain d'une défaite du Canadien aux mains de Raymond Bourque (Québécois illustre à l'étranger) et des Bruins, dans le vieux Garden mais aussi la très jolie et américaine ville de Boston.

QUESTION DU JOUR

Êtes-vous surpris par le résultat du scrutin complémentaire de lundi dans Brome-Missisquoi?



Paul Labrecque, de Magog: «Je le suis un peu. Je m'attendais d'autant plus à une victoire du Bloc québécois que ce parti a été élu dans tous les comtés voisins en 1993. Je pensais que ça aurait une influence.»



Scott Buzzell, de Magog: «Je le suis. J'ai suivi un peu la campagne et je pensais que le Bloc québécois serait plus fort. De toute façon, que ce soit un parti ou un autre qui gagne, rien ne change.»



Wilfrid Brodeur, d'Omerville: «Pas du tout. Les partisans du fédéralisme ont compris qu'il n'était pas bon de diviser leurs votes et ont presque tous appuyé M. Denis Paradis.»



Claude Brien, d'Austin: «Moi, je suis très surpris. J'étais sûr que c'était dans la poche pour le Bloc québécois. C'est probablement le faible taux de participation qui a joué contre lui. Il va falloir mettre les bouchées doubles pour gagner au référendum.»



Jean-Paul Landry, de Magog: «Je ne suis pas surpris. Je me doutais cependant que ça serait serré et ça l'a été. Le résultat est comme je le voulais.»

ADMINISTRATION

Raymond Tardif
Président et éditeur

Jean-Guy Farah
Vice-président
Finances et administration

RÉDACTION

Jacques Pronovost
Rédacteur en chef

Stéphane Lavallée
Directeur de l'information

PUBLICITÉ

François Fouquet
Directeur

Alain LeClerc
Jocelyn Godbout
Adjoints au directeur

PRODUCTION

Daniel Gauthier
Directeur

André Roberge
Contrôleur et
adjoint au directeur

COMPTABILITÉ

André Corriveau
Contrôleur

Julienne Poulin
Gérante du crédit

TIRAGE

Pierre Dubois
Directeur

André Custeau
Adjoint au directeur

La Semaine des arts donne lieu à des expériences multiples dans les écoles

Les mots évoquent des images différentes...

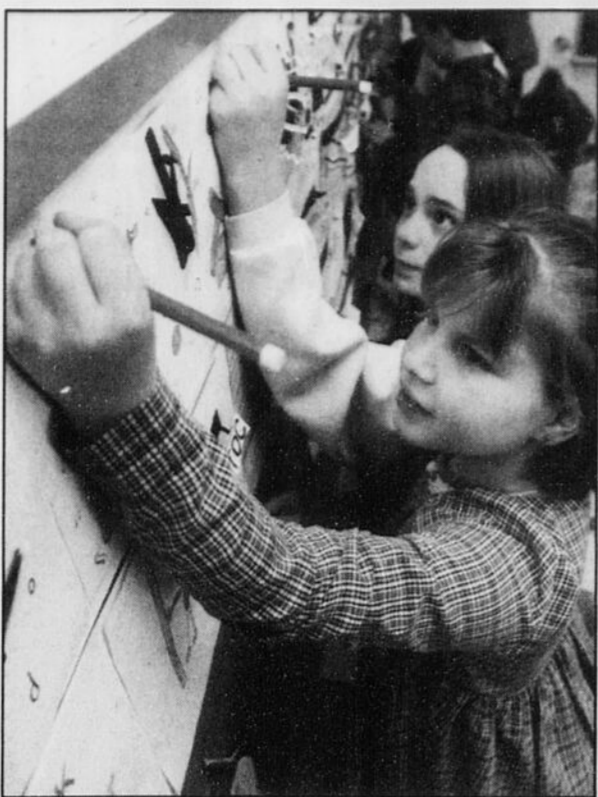
Gilles FISETTE Ascot

Les mots n'évoquent pas les mêmes images à tout le monde. C'est ce que viennent de constater Magali Dufresne et Émilie Boutin, deux jeunes élèves de la classe de 5e année de Florent Rousseau, à l'école Jean-XXIII, dans la municipalité d'Ascot.

Dans le cadre de la présente Semaine des arts, les douze classes de cette école étaient invitées par les deux responsables de l'événement, les professeurs Florent Rousseau et Irène Madore, à choisir une chanson francophone et à la transposer en dessins, lesquels, mis bout à bout, formeront une grande banderole. Chaque dessin devait comporter au moins un élément en relief.

Les élèves de M. Rousseau ont écouté plusieurs chansons avant d'arrêter leur choix sur «J'entends frapper» de Roch Voisine. Puis, ils se sont mis à la tâche, seuls ou en équipe. Hier, ils avaient terminé leur travail.

«La chanson, en gros, ça raconte l'histoire d'un gars qui est délaissé par tous ses amis et qui est seul, chez lui. Il entend frapper...», expliquent Émilie Boutin et Magali Dufresne qui, ensemble, ont signé six parties



Émilie Boutin et Magali Dufresne exploitent leur créativité en dessin. Téléphoto, par Claude Poulin

de la banderole.

Pour la plupart des enfants de cette classe, il est évident que le jeune homme entend frapper quelqu'un à la porte. Et c'est ce qu'ils ont dessiné. Pour Émilie et Magali, il en va autrement. Pour elle, il s'agit plutôt du bruit d'un marteau qu'un juge brandit pour rappeler la cour à l'ordre ou pour marteler sa sentence. Aussi, elles ont dessiné un piano, une guitare et un marteau avant de confectionner la bande sur laquelle on peut lire: «J'entends frapper».

David Leblanc, lui, a dessiné un gars en train d'arroser

ses fleurs tandis qu'un chat, lové dans un fauteuil, ronronne. «Le gars est seul. Ses amis sont partis. Alors, il s'occupe lorsqu'il entend frapper à la porte», raconte-t-il.

David avoue qu'il n'aimait pas dessiner, avant. «Parce que je n'étais pas très bon... Là, je m'améliore», estime-t-il. Son copain, David Boulanger avoue aussi ne pas être bien bon en dessin mais meilleur qu'avant. Lui, il a dessiné un gars qui frappe à une porte tandis que trois «toc, toc, toc» ont été collés en relief sur son dessin.

Jean-François Allard s'est joint à trois de ses amis, soit Dominique Duval, Yannick Boucher et Marc Paquin, pour photocopier des instruments de musique et les coller sur une feuille. «C'est Dominique qui a fait une grosse partie du travail...»

Les 27 élèves de la classe ont également eu la chance de participer, lundi, à un atelier animé par un groupe de musiciens de Montréal et où il était question de l'histoire de la musique. Du classique au rock en passant par le blues.

«Un des traits de ces enfants, c'est qu'ils savent apprécier ce qu'on leur donne. C'est très motivant», conclut M. Rousseau.

Problèmes avec vos pieds?



Patrice Roy Jr., D.P.M. Directeur en médecine podiatrice

- Pieds plats/creux
- Pieds déviés vers l'intérieur ou l'extérieur
- Hallux valgus (oignons)
- Épine de Lenoir
- Ongles incarnés ou épais (mycotiques)
- Douleurs chroniques (au dos, aux genoux souvent reliées à des problèmes de pied)
- Verrues, pied d'athlète, cors, corne, etc.
- Démarche anormale de votre enfant

À Sherbrooke, Clinique podiatrice de l'Estrie et à Drummondville, votre podiatre Patrice Roy, D.P.M., peut vous aider à résoudre ces problèmes.



PATRICE ROY D.P.M. (Permis no 90-001)
91, RUE PEEL, BUREAU 300
SHERBROOKE
Rendez-vous: 820-1157
1230, BOUL. MERCURE
DRUMMONDVILLE
Rendez-vous: 477-1833

OUVERT LE SAMEDI

*Patrice Roy, D.P.M., est membre de la Corporation professionnelle des podiatres du Québec.



L'amour guimauve

Que je suis donc content d'être rendu à aujourd'hui. C'est dire que le 14 février est terminé et qu'on en est débarrassé pour une autre année.

C'est dire aussi que tout finit par finir, pourvu qu'on en ait un peu la patience.

Depuis que je suis haut comme ça, voyez-vous, je déteste la Saint-Valentin. Je suis vraiment allergique à cette fête. J'ai des attaques d'urticaire à seulement lire ou à entendre tout ce qui entoure et enveloppe cette manifestation d'un sentiment qui, à mes yeux, n'a rien à voir avec l'amour mais qui fait plutôt dans la minauderie poudrée.

Pour moi, la Saint-Valentin a un petit quelque chose de désagréablement collant, de dégoulinant, de sournoisement gluant même. Quelque chose davantage proche de la guimauve que des petits coeurs en chocolat.

C'est ça, finalement, la Saint-Valentin n'est qu'une immense guimauve dans laquelle s'empêtrent les faux sentiments, les émotions conditionnées et les gestes calculés qui ne visent, somme toute, qu'à se donner bonne conscience dans sa relation avec l'autre.

La guimauve n'est certainement pas une friandise qui se prête bien aux ébats amoureux. Dès que sa température s'élève, elle change de consistance. Elle ramollit. Elle devient collante. Déjà qu'au départ, elle n'a pas vraiment de tonus, ni de goût. C'est pour dire le gâchis. C'est pour faire mieux comprendre combien j'apprécie peu cette fête.

Je n'ai jamais compris non plus qu'on choisisse un homme d'Eglise et un saint martyr de surcroît pour patrouiller une fête d'amoureux, déjà que le petit con ailé avec son arc et ses flèches n'avait pas de quoi inciter à la procréation. A-t-on fait exprès ou quoi?

L'amour ne doit surtout pas sentir l'encens, ni la myrrhe. Son odeur doit être un peu plus bestiale, je dirais, et les sentiments qu'il provoque, davantage violents. L'amour doit tourmenter, comme un feu d'enfer. Il doit ravager. Il ne doit pas avachir sur un nuage. Il ne doit pas s'endormir au platement des violons. Il doit se réveiller au grondement des tams-tams. L'amour est un long blues, pas une toune nouvel-âge.

L'amour ne saura jamais se contenter d'un épisodique bouquet de fleurs et d'un périodique souper aux chandelles. Il commandera toujours davantage de constance, à défaut de consistance.

En amour, il faudra toujours privilégier l'imprévisible, favoriser l'inattendu. Il faut savoir étonner. Célébrer la St-Valentin, c'est tout le contraire de l'amour. C'est faire l'éloge du prévisible, du statutaire, du conformisme, du commercial, là où tout ne doit être qu'ordre, calme et sécurité.

En amour... Que dites-vous? Que je n'arrête pas de râler depuis le début parce que, dans le fin fond, je ne suis qu'un jaloux? Moi?

Frustré, vous rajoutez? Pas du tout. En fait, un peu.

Pour être franc avec vous, peut-être même beaucoup. Et, il y a de quoi.

Cette année encore et pour la onzième année - je ne les compte plus -, ma boîte aux lettres est demeurée tristement vide. Pas l'ombre d'un billet doux. Pas le parfum d'une seule Valentine, même inconnue. Qu'un vulgaire état de compte qui venait, comme pour moi mieux me narguer, me rappeler que, dans la vie, tout se paie... Même les convictions.

RECOMMANDÉES PAR L'APAT

À CES PRIX-LÀ,

TOUT LE MONDE DEVRAIT ROULER EN TOYOTA.

TERCEL 1995
10 998\$*



COROLLA 1995
226\$ par mois/
48mois**

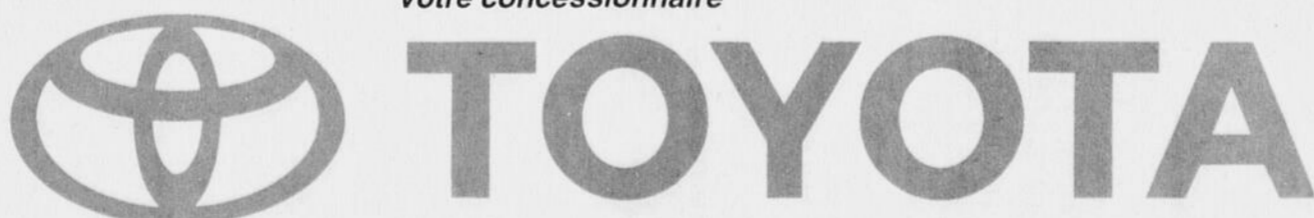


CAMRY 1995
326\$ par mois/
48mois**



Photos pour fin d'illustration seulement. Offres valables jusqu'au 28 février 1995. Le nombre de voitures est limité. Voyez votre concessionnaire Toyota pour tous les détails. * Modèle EL55DK-AA. Taxes, transport et préparation en sus. ** Programme de location à long terme Solution Toyota basé sur les modèles Corolla 1995 AE04BM-XA et Camry 1995 SK11EM-AA. Bail de 48 mois avec option d'achat. Pour la Corolla : comptant de 1 200 \$ (taxes en sus). Coût total du bail 12 372 \$. Premier versement de 226,00 \$ + 15,82 \$ (TPS) + 15,72 \$ (TVD), soit 257,54 \$ et dépôt de sécurité. Pour la Camry : comptant de 2 325 \$ (taxes en sus). Coût total du bail 17 866 \$. Premier versement de 326,00 \$ + 22,82 \$ (TPS) + 22,67 \$ (TVD), soit 371,49 \$ et dépôt de sécurité. Baux de 24 et 36 mois aussi offerts sur approbation de Toyota Crédit Canada Inc. Montants fixés en fonction d'un maximum de 96 000 km. 7 c par kilomètre supplémentaire pour la Corolla; 10 c pour la Camry. Le concessionnaire peut offrir un bail à prix moindre. Frais de transport et de préparation (600 \$ maximum), d'immatriculation, d'assurance et taxes en sus. † Source : Roulez sans vous faire rouler, le magazine de l'association pour la protection des automobilistes, édition hiver 1995.

Votre concessionnaire



T U M ' É P A T E R A S T O U J O U R S !

VOTRE CONCESSIONNAIRE

BOUCHERVILLE Toyota Divari 655-2350	CHATEAUGUAY Châteauguay Toyota 692-1200	GRANDY Estrie Toyota 378-8404	LAVAL Cheminée Toyota 687-2634	MONT-LAURIER Claude Auto 623-3511	MONTREAL Lexus Toyota Gabriel 748-7777	REPERTIGNY Repertigny Toyota 581-3540	ST-JEAN Dany Toyota 359-9000	STE-THERÈSE Blainville Toyota 435-9685	TERREBONNE Automobiles L.G. Leveille 471-4117	VERDUN Woodland Toyota 761-3444
BROSSARD Brossard Toyota 445-0577	COWANSVILLE Cowansville Toyota 263-8888	JOLIETTE Joliette Toyota 759-3449	LAVAL Vincent Lexus Toyota 668-2710	MONTREAL Alex Toyota 376-9191	MONTREAL Toyota Centre-Ville 935-6354	RICHMOND Toyota Richmond 626-5923	ST-JEROME Toyota St-Jérôme 438-1255	SHAWINIGAN Maurice Toyota 539-6393	TRIS-RIVIÈRES Trois-Rivières Toyota 374-5323	VICTORIAVILLE Toyota Victoriaville 756-8235
CANDIAC Candiac Toyota 659-6511	DRUMMONDVILLE Toyota Drummondville 477-1777	LACHINE Suzuki Lexus Toyota 634-7171	LONGUEUIL Longueuil Toyota 674-7474	MONTREAL Chasée Toyota 527-3411	MONTREAL Toyota Pie IX 329-0909	ST-EUSTACHE Toyota St-Eustache 473-1872	ST-LEONARD St-Léonard Toyota 252-1373	SHERBROOKE Rican Toyota 563-6622	VALLEYFIELD G. Couillard Automobiles 373-0850	
CHAMBLY Chambly Toyota 658-4334		LACHUTE Lachute Toyota 562-6662	MAGOG Toyota Magog 843-9883	MONTREAL Houle Toyota 351-5010	POINTE-CLAIRE Fairview Toyota 694-1510	ST-HYACINTHE Angers Toyota 774-9191	ST-AGATHE Toyota A Ste- Agathe 328-1044	SOREL Automobile Pierre Lefebvre 742-4596		



BRAULT & MARTINEAU

Le meilleur choix en électronique!

Bénéficiez des conseils de nos experts et de 34 ans d'expérience.

PAYEZ en OCTOBRE '95

AUCUN DÉPÔT, PAIEMENT, NI INTÉRÊT
• Sans frais d'administration • Sans supplément



VIEWCAM 8MM

- Écran couleur à ACL de 3 po.
- Objectif articulé pivotant sur 270 degrés
- Zoom motorisé 8x
- Luminosité minimal: 2 lux



SHARP VIEWCAM
UNE VÉRITABLE INNOVATION

997\$

SHARP

- Affichage à l'écran
- Décodeur de sous-titres
- Minuterie d'interruption automatique
- Télécommande



397\$
LIVRAISON GRATUITE



- Filtre en peigne
- Définition de 650 lignes
- Sortie audio variable
- Télécommande universelle

697\$
LIVRAISON GRATUITE

AFFICHAGE TRILINGUE



SHARP

- Télécommande
- Affichage à l'écran
- Minuterie
- Décodeur de sous-titres

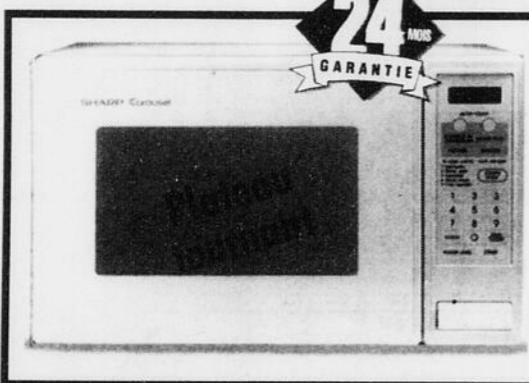
187\$



SHARP

- Double filtre en peigne
- Remise automatique à l'heure d'été
- Alignement numérique automatique

297\$



SHARP MICRO-ONDES 0,6 PI CU, 600 WATTS

- 10 niveaux de puissance
- Touches pour bruyages et mais soufflé
- Décongélation «express»

97\$
Limite de 1 par client



SHARP MINI-CHAÎNE

- Magnétocassette double
- Circuit X-Bass
- Doublage rapide

297\$

Carroussel 5 CD

SHARP RADIO PORTATIVE

- Magnétocassette double
- Copie à vitesse accélérée
- 2 enceintes à 2 voies



77\$



Programmation trilingue

SHARP

MAGNÉSCOPE

- Double filtre en peigne
- Alignement numérique automatique
- Fonction de verrouillage

197\$



SHARP

SMART & EASY

MICRO-ONDES 0,9 PI CU

- Capteur pour aliments congelés
- Réchauffage par capteur
- Fonction minute plus

237\$
850 watts

Clavier lumineux

SHARP



TÉLÉPHONE SANS FIL

- Clavier lumineux
- Composition rapide 10 numéros
- 21 jours d'autonomie

137\$

ÉGALEMENT OFFERT EN BLANC

ZENITH Messina Geniec SAMSUNG PIONEER HITACHI ONKYO SHARP TOSHIBA JVC Emerson CELESTION Cerwin-Vega!

BRAULT & MARTINEAU

la ou la qualité n'est pas un obstacle aux bas prix!

4275, BOUL. BOURQUE, ROCK FOREST / 562-4242 / 1 800 267-4240

HEURES D'OUVERTURE
Lun.-Mer. 9h30 à 18h
Mer.-Jeu.-Ven. 9h30 à 21h
Sam. 9h à 17h
Dim. 11h à 17h

LIVRAISON GRATUITE!
MÊME LE DIMANCHE

PROCUREZ-VOUS LA CARTE BRAULT & MARTINEAU

